

Le 18 Mars, 2010

Votre Excellence,

A l'occasion de la conférence de donateurs pour Haïti, nous, organisations de chaque région du monde, faisons appel à votre gouvernement de faire des droits de l'homme votre principe directeur dans l'assistance internationale à Haïti.

Nous applaudissons la générosité et l'engagement de la communauté internationale pour venir en aide au peuple haïtien durant leur plus grand moment de besoin. Néanmoins, il faut être attentif à ce que l'aide respecte les droits de l'homme et la dignité de tous les Haïtiens.

Trop souvent, en Haïti et ailleurs dans le monde, les destinataires d'assistance ont été traités comme des victimes qui ont besoin de charité, au lieu d'être perçus comme des individus ayant des droits de l'homme. Ils ont été exclus de décisions portant sur leurs droits basiques d'accès à l'alimentation, l'aide médicale, l'eau, et le logement. L'assistance a souvent reflété les priorités des donateurs au lieu des besoins du gouvernement destinataire et du peuple.

À la conférence de donateurs, nous désirons que la communauté internationale évite les erreurs du passé et adopte une approche basée sur les droits de l'homme – qui requiert de donner du pouvoir au peuple haïtien, de fortifier la capacité du gouvernement de garantir les droits de l'homme de manière durable, et d'offrir de l'assistance selon des principes de redevabilité et de transparence au peuple haïtien – pour toute assistance à Haïti.

Donner au peuple haïtien le pouvoir de construire une Haïti plus forte

La communauté internationale devrait se concentrer à donner du pouvoir au peuple haïtien en tant que personnes à droits. Ceci requiert une participation active, libre et significative de toute la société haïtienne—dont les communautés locales, la société civile et les organismes communautaires, les populations rurales, les personnes déplacées à l'intérieur du territoire, et les femmes—dans les projets de développement, leur mise en application, et leur surveillance. La participation permettra aux Haïtiens de participer directement à la reconstruction et le développement de leur pays et assurera que l'assistance réponde à leurs besoins.

La conférence de donateurs devrait garantir que les projets d'assistance vont :

- Être menés par des Haïtiens et par les communautés à chaque étape du processus, même à travers les groupes (« clusters ») des Nations Unies. La majorité du travail – et des salaires – devrait revenir aux Haïtiens.
- Donner priorité aux droits des groupes les plus pauvres et plus vulnérables, dont les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et les personnes déplacées à l'intérieur du territoire.
- Donner, lorsque la direction non-haïtienne est absolument nécessaire, des postes pour les Haïtiens et investir dans la formation pour développer la capacité nationale d'accomplir ces fonctions.

Renforcer la capacité du gouvernement haïtien à garantir les droits de l'homme

Tous les acteurs internationaux devraient se concentrer à renforcer Haïti avec un gouvernement qui a les ressources nécessaires pour garantir les droits de l'homme de tout le peuple haïtien. Les États donateurs, les organisations non-gouvernementales (ONGs), et les Nations Unies devraient former un partenariat avec les ministères du gouvernement haïtien pour fortifier et élargir une infrastructure publique qui appartiendra en fin de compte au peuple haïtien. A chaque étape d'assistance, les efforts des donateurs doivent être coordonnés par et avec le gouvernement d'Haïti.

A la conférence, la communauté internationale devrait s'engager à :

- Travailler directement avec le gouvernement d'Haïti pour identifier les besoins et développer, mettre en application et surveiller des programmes visant à fournir de façon durable des services publics, dont l'éducation et la santé publique, et des services d'eau et d'assainissement.
- Fournir, autant que possible, de l'aide sous la forme de soutien budgétaire au gouvernement d'Haïti.
- Encourager la coordination de tous les organismes non-gouvernementaux basés à Haïti avec le gouvernement d'Haïti et d'autres agences.

Fournir de l'aide selon des principes de redevabilité et de transparence au peuple d'Haïti

Pour assurer la redevabilité au peuple haïtien, la communauté internationale doit s'engager à la transparence de l'assistance aux niveaux international et local et à corriger les problèmes d'assistance. L'information sur toutes les phases de développement et de mise en application d'opérations de sauvetage, de rétablissement et de stratégies de reconstruction doit être accessible à tout haïtien dans tout secteur de la société. La progression et les obstacles doivent être rendus publics. Un système de plaintes doit être mis en place pour que lorsque les choses vont mal ou des droits de l'homme sont violés, des remèdes sont disponibles, n'importe l'identité de l'auteur du mal.

Cela étant dit, les donateurs à la Conférence doivent s'engager à :

- Financer un mécanisme, établi avec le gouvernement d'Haïti, pour: (1) diffuser de l'information au sujet des projets d'assistance au peuple haïtien ; (2) mesurer, surveiller, et rendre public les résultats des projets d'assistance au niveau communautaire ; (3) mettre en place un mécanisme pour les Haïtiens de déposer leurs plaintes s'ils ont des problèmes avec la mise en application des projets. Ce mécanisme doit être géré par le gouvernement d'Haïti en partenariat avec la société civile et les groupes communautaires.
- Conduire toute aide à Haïti en accord avec les principes de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide ainsi qu'avec les principes de Paris et ceux d'Accra.
- Coordonner toute assistance à travers un Fonds à Donateurs Multiples qui inclurait le gouvernement d'Haïti et les représentants de la société civile haïtienne et les organismes communautaires en tant que membres votants du comité de gouvernance.
- Créer une base de données publiques en ligne (website), à travers un Fonds à Donateurs Multiples, en vue d'assurer le rapport et le suivi des dons, des fonds déboursés, des destinataires, des secteurs, et des résultats prévus et des statuts de projets.

- Produire un rapport public et régulière sur les dépenses du fonds, du progrès, et des problèmes de mise en application d'une manière accessible au peuple haïtien.

En fin de compte, toute assistance internationale doit avoir pour but des améliorations concrètes et durables dans la vie du peuple haïtien et pour les droits de l'homme à Haïti. Les donateurs doivent utiliser cette occasion pour mettre en place de l'aide avec une approche basée sur les droits pour améliorer de manière importante la situation des droits de l'homme à Haïti. Les donateurs internationaux doivent s'assurer que leurs partenaires, les organisations non-gouvernementales, utilisent aussi cette structure, en incorporant des principes des droits de l'homme dans leurs projets et en coordonnant leurs efforts d'assistance.

Veillez agréer l'assurance de nos respectueux hommages,

1. 3D -> Trade - Human Rights - Equitable Economy, Switzerland
2. Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH), Democratic Republic of Congo
3. Action for Social Rights (AfSOR), Sierra Leone (formerly Youth Movement for Peace and People's Rights)
4. Actionaid International, South Africa
5. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS), The Gambia
6. Afro-Colombian National Movement CIMARRON, Colombia
7. AiBi, Amici dei Bambini Association (Friends of Children), Italy
8. Aliança para Promoção do Desenvolvimento da Comunidade de Hoji Ya Henda, Angola
9. Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP), Mexico
10. Allard K. Lowenstein International Human Rights Clinic, Yale Law School, USA
11. Alliance for Holistic and Sustainable Development of Communities (AHSDC), India
12. Al-Mezan Center for Human Rights, Palestine
13. Altruistas de Tenango, A.C., Mexico
14. American Jewish World Service, USA
15. As You Sow, USA
16. Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), Thailand
17. Asian Foundation for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), Thailand
18. Asian Human Rights Commission (AHRC), Hong Kong
19. Asian Institute for Human Rights (AIHR), Thailand
20. Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ), Argentina
21. Asociación Comité de Familiares de Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos "Marianella Garcia Villas" (CODEFAM), El Salvador
22. Asociación Nacional de Centros (ANC), Peru
23. Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), Peru
24. Asociación Q'ukumatz, Guatemala
25. Associação de Favelas Brasil e Compa Asina, Brazil
26. Associação em Áreas de Assentamento no Estado do Maranhão (ASSEMA), Brazil
27. Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme, représentation du Katanga (ASADHO/Katanga), Democratic Republic of Congo
28. Association for Women's Rights in Development (AWID), Canada

29. Association Nigérienne de Défense des Droits de l'Homme (ANDDH), Niger
30. Association of Environmental Lawyers of Liberia (Green Advocates), Liberia
31. BAOBAB for Women's Human Rights (BAOBAB), Nigeria
32. Bretton Woods Project (BWP), United Kingdom
33. Bulgarian Helsinki Committee (BHC), Bulgaria
34. Bulgarian Gender Research Foundation, Bulgaria
35. Bureau des Avocats Internationaux, Haiti
36. Butere Focused Women in Development (BUFOWODE), Kenya
37. Café del Milenio, S. de S.S., Mexico
38. Café San Jose Zaragoza, SPR de RI, Mexico
39. Café Yogondoy Loxicha, S.S.S, Mexico
40. Cafetaleros Zona Costa Sociedad de Producción Rural de Responsabilidad Limitada, Mexico
41. Campesinos Unidos en San Juan Mazatlan, SPR de RI, Mexico
42. Center for Constitutional Rights, USA
43. Center for Economic and Social Rights, Spain
44. Center for Economics, Social and Cultural Rights Promotion (ESCR-PRO), Thailand
45. Center for Gender & Refugee Studies, USA
46. Center for Human Rights and Global Justice, USA
47. Center for Minority Rights Development (CEMIRIDE), Kenya
48. Center for Reflection, Education and Action (CREA), USA
49. Center for Reproductive Rights (CRR), USA
50. Center for Women's Global Leadership at Rutgers, The State University of New Jersey, USA
51. Center of Concern, USA
52. Centre d'Information Juridique/Femme Justice Aide (CIJG/FJA), Guinea
53. Centre for Applied Legal Studies (CALS), South Africa
54. Centre for Economic, Social and Cultural Rights (Hakijamii), Kenya
55. Centre for Equality Rights in Accommodation (CERA), Canada
56. Centre Justice et Foi, Quebec, Canada
57. Centre on Housing Rights & Evictions (COHRE), Switzerland
58. Centro de Apoyo al Movimiento Popular Ozaqueño, A.C., Mexico
59. Centro de Apoyo Comunitario Trabajando Unidos (CACTUS), Mexico
60. Centro de Asesoría Laboral del Perú (CEDAL), Peru
61. Centro de Derechos Económicos y Sociales (CDES), Ecuador
62. Centro de Derechos Humanos y Ambiente (CEDHA), Argentina
63. Centro de Desarrollo y Producción Ita Teku "Flor y Vida," SC de RL., Mexico
64. Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad (Dejusticia), Colombia
65. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Argentina
66. Charter Committee on Poverty Issues (CCPI), Canada
67. Coalition of Immokalee Workers, USA
68. Collectif des Femmes du Mali (Le COFEM), Mali
69. Collectif des Juristes Progressistes Haïtiens (CJPH), Haiti
70. Comisión Colombiana de Juristas, Colombia
71. Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. (CMDPDH), Mexico

72. Comité de Emergencia de Garifuna de Honduras, Honduras
73. Commonwealth Human Rights Initiative Organization (CHRI), India
74. Community Law Centre (University of the Western Cape, South Africa), South Africa
75. Conectas Direitos Humanos, Brazil
76. Confederación Campesina del Perú (CCP), Peru
77. Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH), Honduras
78. Convergencia de Movimientos de los Pueblos de las Américas (COMPA), Latin America
79. Cooperativa San Francisco Jayacaxtepec, S.C. de R.L., Mexico
80. Cooperativa Zapotecos del Sur, S.C. de R.L., Mexico
81. Coordinadora Estatal de Productores de Café del Estado de Oaxaca, A.C., Mexico
82. Coordinadora Nacional Indígena y Campesina (CONIC - National Coordination of Indigenous Peoples and Campesinos), Guatemala
83. Corporación Comunitaria 16 de Abril Tabaa, S.C. de R.L., Mexico
84. Corporate Accountability International, USA
85. Cyrus R. Vance Center for International Justice, New York City Bar, USA
86. Defensa de la Ecología Atitlan, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada, Mexico
87. The Democracy and Workers' Rights Center in Palestine (DWRC), Palestine
88. The Democracy Center, Bolivia
89. Desarrollo, Educación y Cultura Autogestionarios Equipo Pueblo A.C., Mexico
90. Dignity International, France
91. Disaster Accountability Project, USA
92. EarthRights International (ERI), USA
93. Eastern Africa Coalition for ESCR (EACOR), Kenya
94. Economic, Social and Cultural Rights Asia (ESCR Asia), Philippines
95. Education and Research Association for Consumers Malaysia (ERA Consumers), Malaysia
96. Egyptian Center for Housing Rights (ECHR), Egypt
97. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Egypt
98. El Centro de Promoción y Educación Profesional Vasco de Quiroga, A.C, Mexico
99. El Consejo Mexicano de Bienestar Social, A.C., Mexico
100. El Consejo Nacional Indígena (MONEXICO NICARAGUA), Nicaragua
101. El Grito de los Excluidos/as Continental, Latin America and the Caribbean
102. EnGendeRights Inc., Philippines
103. Enlace, USA and Mexico
104. Equalinrights, The Netherlands
105. Estudio Para La Defensa de los Derechos de la Mujer (DEMUS), Peru
106. European Anti Poverty Network (EAPN), Belgium
107. European Roma Rights Center (ERRC), Hungary
108. Federação dos Orgãos de Assistência Social e Educacional (FASE), Brazil
109. Federación de Sociedades de Solidaridad Social "Zapata Vive" S.S.S., Mexico
110. Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), France
111. Federation of Women Lawyers (FIDA Kenya), Kenya
112. Femmes Côte d'Ivoire Expérience (FCIEX), Cote d'Ivoire
113. Fincafe, SC, Mexico

114. Fondation "Zanmi Timoun", Haiti
115. Food First Information and Action Network (FIAN), Germany
116. Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO), Argentina
117. Foundation for Human Rights and Democracy (FOHRD), Liberia
118. Frente Autentico del Trabajo (FAT), Mexico
119. Front Line – The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders, Ireland
120. Fuerza Organizada, S.C.L, Mexico
121. Fundación Emmanuel Internacional (FEI), Dominican Republic
122. Georgetown Human Rights Action, Student Organization at Georgetown Law School, USA
123. Georgetown Law Chapter of Amnesty International, USA
124. Global Action on Aging, USA
125. Global Basic Income Foundation, Netherlands
126. Global Rights: Partners for Justice, USA
127. Grantmakers Without Borders, USA
128. Grassroots International, USA
129. Habi Center for Environmental Rights, Egypt
130. Habitat International Coalition-Housing & Land Rights Network (HIC-HLRN), Egypt
131. Harvard Project on Disability (HPOD), USA
132. Hastings to Haiti Partnership, USA
133. Heartland Alliance for Human Needs & Human Rights, USA
134. Holy Spirit Missionary Sisters, JPIC, USA
135. Honor and Respect Foundation, USA
136. Human & Environmental Development Agenda (HEDA), Nigeria
137. Human Rights Advocates, USA
138. Human Rights Centre at the School of Law, Queens University Belfast, United Kingdom
139. Human Rights Clinic, Columbia Law School, USA
140. Human Rights Clinic, University of Texas at Austin, USA
141. Human Rights Litigation and International Advocacy Clinic, University of Minnesota Law School, USA
142. Human Rights Program, University of Virginia School of Law, USA
143. Human Rights Tech, USA
144. Immigration/Human Rights Policy Clinic, University of North Carolina School of Law, USA
145. Inclusion International
146. Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education (TEBTEBBA), Philippines
147. Indonesian Legal Aid Society Association (Perkumpulan MBH), Indonesia
148. Initiative for Health and Human Rights, Australia
149. Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), Switzerland
150. Institute for Democracy in South Africa (IDASA), South Africa
151. Institute for Justice and Democracy in Haiti, USA
152. Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay, Uruguay
153. Instituto de Formación Femenina Integral (IFFI), Bolivia

154. Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (IL SA), Colombia
155. Instituto Peruano de Educación en Derechos Humanos y la Paz (IPEDEHP), Peru
156. Interchurch Organisation for Development (ICCO), Netherlands
157. International Campaign for Justice in Bhopal, India
158. International Centre for Reproductive Health and Sexual Rights (INCRESE), Nigeria
159. International Centre for the Legal Protection of Human Rights (INTERIGHTS), United Kingdom
160. International Commission of Jurists Organization (ICJ), Switzerland
161. International Human Rights Internship Program (IHRIP), USA
162. International Presentation Association of the Sisters of the Presentation
163. International Women and Mining Network (RIMM), India
164. International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAP Asia Pacific), Malaysia
165. Jesuit Refugee Service, USA
166. Jesuit Refugee Service-Canada, Canada
167. The Jus Semper Global Alliance (TJSGA), USA
168. Justiça Global (JG), Brazil
169. Karimojong Community Child Welfare Initiative (KACOICI), Uganda,
170. Kebetkache Women Development & Resource Centre, Nigeria
171. Kensington Welfare Rights Union (KWRU), USA
172. The Kenya Human Rights Commission (KHRC), Kenya
173. Kenya Land Alliance (KLA), Kenya
174. Kituo Cha Sheria (Center for Legal Empowerment), Kenya
175. Kledèv - Empowering Economic Development in Haiti, USA
176. Konbit Pou Ayiti, Haiti and USA
177. Kong Oy, Rey Bueno, S.C. de R.L., Mexico
178. La Flor de Chuxnaban S.P.R. de R.L., Mexico
179. La Humildad, S. de S.S., Mexico
180. Labour, Health and Human Rights Development Center (LHAHRDEV), Nigeria
181. Lambi Fund of Haiti, Haiti and USA
182. Land Center for Human Rights (LCHR), Egypt
183. Legal Resources Centre (LRC), South Africa
184. Legal Resources Centre Organization (LRC), Ghana
185. Leitner Center for International Law and Justice at Fordham Law School, USA
186. Lekòl Kominote Matènwa Pou Devlopman (The Matènwa Community Learning Center), Haiti
187. Loretto Community, USA
188. MADRE, USA
189. Mahila Sarvangeen Utkarsh Mandal (MASUM), India
190. Maison de Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC), Cameroon
191. Masimanyane Women Support Center, South Africa
192. Mazingira Institute, Kenya
193. Media Mobilizing Project (MMP), USA
194. MINBYUN-Lawyers for a Democratic Society, Republic of Korea
195. mines, minerals & PEOPLE (mm&P), India
196. Minority Rights Group International (MRGI), Uganda

197. Motivation, United Kingdom
198. Mouvement pour le Progrès de Roche Bois (MPRB), Mauritius
199. Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP), Nigeria
200. Movimiento de Mujeres Dominicano-Haitianas (MUDHA), Dominican Republic
201. Movimento Camponês Popular (MCP), Brazil
202. Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB), Brazil
203. Movimiento Agrario Indígena Zapatista (MAIZ), Mexico
204. Movimiento Mexicano de Afectados por las Presas (MAPER), Mexico
205. Multi-Initiative on Rights: Search, Assist, Defend (MIRSAD), Lebanon
206. Nairobi Peoples Settlements Network (NPSN), Kenya
207. National Economic and Social Rights Initiative, (NESRI), USA
208. National Latino Farmers & Ranchers Trade Association, USA
209. The National Lawyers' Guild Haiti Subcommittee, USA
210. National Union of Domestic Employees (NUDE), Trinidad and Tobago
211. Navsarjan Trust, India
212. Naxo Sine S de S.S., Mexico
213. Network Movement for Justice and Development (NMJD), Sierra Leone
214. Norfolk Coalition of Disabled People, United Kingdom
215. Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH), Congo-Brazzaville
216. Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas (OBDPI), Chile
217. Office of Human Rights Studies, Mahidol University, Thailand
218. Ogiek Peoples Development Program (OPDP), Kenya
219. Organic Consumers Association, USA
220. Organización Fraternal Negra Hondureña (OFRANEH), Honduras
221. Organización La Esperanza de las Mujeres Garifunas de Honduras (OLAMUGAH), Honduras
222. Oro del Rincon, SC de RL, Mexico
223. Otros Mundos AC/Amigos de la Tierra, México
224. Pakistan Fisherfolk Forum, Pakistan
225. Partners in Health, USA
226. Peasant's Movement of Papay, Haiti
227. People Against Injustice (PAIN), The Gambia
228. People's Health Movement (PHM), Egypt
229. People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE), USA
230. Permanent Assembly for Human Rights (APDH), Argentina
231. Pesticide Action Network North America, USA
232. Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), Haiti
233. Pólis – Instituto de Estudos, Formação e Assessoria em Políticas Sociais, Brazil
234. Poverty Initiative, USA
235. Productores Organicos Santiago Lachiguiri, S.C. de R.L., Mexico
236. Productores Tee Nenu, SC de RL, Mexico
237. Program in International Human Rights Law, Indiana University School of Law – Indianapolis, USA
238. Programa DESC, Universidad Diego Portales, Chile
239. Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (PROVEA), Venezuela

240. Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR), India
241. Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (ProDESC), Mexico
242. Rape Crisis and Sexual Abuse Counselling Centre, Sligo, Ireland
243. Realizing Rights: The Ethical Globalization Initiative, (EGI), USA
244. Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC), Mexico
245. Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA), Mexico
246. Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RDPH), Congo-Brazzaville
247. Rights and Accountability in Development (RAID), United Kingdom
248. The Rita Fund, USA
249. Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights, USA
250. Samata, India
251. San Juan Metaltepec SCL, Mexico
252. The Second Chance Fd., USA
253. Service Jesuite aux Refugies et Migrants/Solidartit Fwontalye-Haïti, Haiti
254. Servicio Jesuita a Refugudios y Migrantes-Republica Dominicana, Dominican Republic
255. Servicio Paz y Justicia en América Latina, Uruguay
256. Shelter Forum (SF), Kenya
257. Sisters of the Good Samaritan, Australia
258. Social and Economic Rights Action Center (SERAC), Nigeria
259. Social and Economic Rights Action Center-Indonesia (SiDAN), Indonesia
260. Social Rights Advocacy Centre (SRAC), Canada
261. Sociedad Cooperativa la Itundujia, S.C.L., Mexico
262. Sociedad de Producción Agropecuaria la Mixteca, S.P.R. de R.I., Mexico
263. Socio Economic Rights Initiative (SERI), Nigeria
264. Socio Legal Information Centre, India
265. Socio-Economic Rights Foundation (SRF), Kenya
266. Socorro Sociedad de Producción Rural de Responsabilidad Limitada, Mexico
267. Socorristas del Mundo filial Lima Peru (SODMU), Peru
268. Soeurs Unies à l'Oeuvre (SUO), Benin
269. South Africa Human Rights Non-Governmental Organization Network, Tanzania Chapter (SAHRiNGON-TZ), Tanzania
270. Southeast Asian Council for Food Security and Fair Trade (SEACON), Malaysia
271. Stakeholder Democracy Network, Nigeria
272. Sustainable Development Foundation, Thailand
273. Terra de Direitos, Brazil
274. Thailand Burma Border Consortium (TBBC), Thailand
275. Tierra Maravillosa SC De RL, Mexico
276. Tierraviva a los Pueblos Indígenas del Chaco, Paraguay
277. TransAfrica Forum, USA
278. UC Hastings Refugee & Human Rights Clinic, USA
279. Uganda Environmental Education Foundation (UEEF), Uganda
280. Unidad Productiva de Santa Cruz Ocotil Mixe, Sociedad Producción Rural de Responsabilidad Ilimitada, Mexico
281. Unión de Comunidades Indígenas de la Zona Norte del Istmo (UCIZONI), Mexico
282. Unión de Crédito de Productores de Café, SC, Mexico
283. Unión de Pequeños Productores de Café Chuxnaban, S.P.R. de R.I., Mexico

284. Unión de Productores de Café de Quetzaltepec Mixe, SPR de RI, Mexico
285. Unión de Productores Mazatecos, S. de S.S., Mexico
286. Unión de Productores Mixteca Alta, Sociedad de Solidaridad Social, Mexico
287. Unión de Pueblos Indigenas Zapotecos de la Sierra Sur, Sociedad de Producción Rural de Responsabilidad Ilimitada, Mexico
288. Unitarian Universalist Service Committee, USA
289. United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE), USA
290. United Kingdom Disabled People's Council, International Committee, United Kingdom
291. UPISL, SCL, Mexico
292. Urban Morgan Institute for Human Rights, University of Cincinnati College of Law, USA
293. Urgent Action Fund for Women's Human Rights, USA
294. U.S. Committee for Refugees and Immigrants, USA
295. The Victor Pineda Foundation, USA
296. Washington Office on Latin America, USA
297. Waso Trustland Project, Kenya
298. Western Shoshone Defense Project (WSDP), Newe Sogobia/USA
299. WITNESS, USA
300. Women in Law and Development in Africa (WiLDAF)-Ghana
301. Women Watch Afrika, Inc., USA
302. Women's Economic Agenda Project (WEAP), USA
303. World Organization Against Torture (OMCT), Switzerland
304. World Youth Alliance
305. Xanguiy Santa Catarina Xanaguia Sociedad de Producción Rural de Responsabilidad Ilimitada, Mexico
306. Xanica, Sociedad de Producción Rural de R.I., Mexico
307. Yiaku Peoples Association, Kenya
308. Zanmi Lasante, Haiti
309. Zi Teng, China
310. Zimbabwe Women Lawyers Association, Zimbabwe